

Brésil

Militer dans le syndicalisme international, deux études de cas

Maurício ROMBALDI¹

En 2020, les travailleurs sont, dans le monde entier, confrontés à de nouvelles difficultés en raison des conséquences économiques de la pandémie de Covid-19. Un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT, 2020) indique que 94 % de la population active mondiale réside dans des pays où les licenciements et les mises à pied ont entraîné une augmentation de l'inactivité et des suppressions d'emplois. Outre les entreprises locales, un grand nombre d'entreprises transnationales déclarent être confrontées à des problèmes financiers qui ont un impact sur les activités conduites dans différents pays – dont le Brésil. Faute de résoudre ses crises, le capitalisme ne cesse de les déplacer géographiquement (Harvey, 2010), l'extension des chaînes de valeur mondiales en aggravant les effets. Ce contexte remet en question, comme jamais auparavant, la capacité des travailleurs à organiser des réponses efficaces en termes de régulation des relations de travail.

Cet article s'inscrit dans un débat sur l'internationalisation de l'activité syndicale dans le contexte d'une nouvelle étape de la mondialisation. Il éclaire les efforts des syndicalistes brésiliens pour rejoindre ce mouvement. Pour s'en tenir aux années récentes, diverses études soulignent l'émergence de stratégies syndicales internationales adoptées au cours des dernières décennies et analysent leurs résultats (Munck, 2010 ; Hennebert, 2017 ; Pernot, 2018 ; Pulignano, 2017). Ces stratégies prennent la forme d'actions de solidarité qui empruntent à une longue tradition mais elles s'incarnent aussi dans la constitution de réseaux ou d'institutions de représentation dans l'entreprise, par l'élaboration d'accords-cadres internationaux (ACI) ou le lancement de campagnes axées sur des thèmes transversaux tels que le genre, la jeunesse, la migration, etc.

Au début des années 2000, les travaux du New Labor Global Studies (NLGS), un réseau de recherche international, en

1. Maurício Rombaldi est professeur à l'Université fédérale de Paraíba (UFPB), rédacteur en chef associé de la *Revista Brasileira de Ciências Sociais* (RBCS/ANPOCS) et docteur en sociologie à l'Université de São Paulo (USP).

grande partie influencé par la tradition marxiste, relève que le capitalisme lui-même offre des outils pour un contre-mouvement de résistance mondiale (Waterman, 1998 ; Silver, 2003 ; Webster *et al.*, 2008 ; Evans, 2010). Ces perspectives mettent l'accent sur les nouveaux aspects du militantisme syndical mondial, stimulé par des mouvements sociaux actifs lors des sommets du monde industriel (mouvements altermondialistes) ou des Forums sociaux mondiaux initiés à Porto Alegre. Burawoy note cependant dès 2010 que la plupart des initiatives transfrontalières ont échoué face à diverses difficultés. Selon lui, les analyses sur le sujet devraient se concentrer davantage sur les obstacles à la contestation que sur le mouvement contre-hégémonique mondial encore embryonnaire (Burawoy, 2010). De même, Brookes et McCallum (2017) indiquent que le NLGS développe parfois des analyses « plus normatives que descriptives ». En effet, même si le militantisme transnational a vu se créer de nouveaux espaces d'action collective, même si des institutions internationales comme les fédérations syndicales internationales (FSI) ou des outils tels que les accords-cadres internationaux (ACI) se sont développés, il reste nécessaire de comprendre les raisons pour lesquelles, très souvent, les stratégies syndicales transnationales n'atteignent pas leurs objectifs.

Au Brésil, les relations des syndicats avec le « champ international » ont connu diverses phases et modalités qu'il s'agit ici d'éclairer à partir d'études de cas sectorielles, développées par l'auteur dans des recherches antérieures ² (Rombaldi, 2012, 2016 ; Rombaldi, Tomizaki, 2017).

À cette fin, on s'intéresse aux conditions sociales d'accès aux espaces internationaux des dirigeants syndicaux brésiliens de la métallurgie et des télécommunications. Notre analyse repose sur deux trajectoires biographiques de militants ayant progressivement acquis une expérience d'inscription dans les réseaux de leurs organisations internationales respectives, à savoir la Fédération internationale des travailleurs de la métallurgie (Fiom), devenue IndustriALL en 2012, et UNI Global dans le cas des télécommunications. Il va de soi que la présence de dirigeants au sein des instances internationales des syndicats n'est qu'un indicateur très partiel de l'engagement international des syndicats. Il semble cependant utile de mettre en lumière les conditions sociales et individuelles qui président à l'expansion de pratiques dirigées au-delà des frontières nationales.

Syndicalisme brésilien et relations syndicales internationales, trois périodes plus une...

On peut schématiquement distinguer trois périodes correspondant aux décennies 1980-1990, 1990-2000 et 2000-2010, plus une quatrième, en cours, qui correspond aux années Temer puis Bolsonaro. Sans entrer dans le détail, on peut lire ces périodes selon un axe assez simple : dans un premier temps les relations sont plutôt orientées de l'extérieur vers l'intérieur avant de laisser la place à un réel mouvement du syndicalisme brésilien de l'intérieur vers l'extérieur.

Le coup d'État civil-militaire de 1964 ouvre une longue période de répression

2. Ces études de cas sont basées sur des entretiens avec des dirigeants syndicaux brésiliens qui ont participé aux processus d'internationalisation de leurs organisations.

contre les organisations de travailleurs. La fin des années 1970 et le début des années 1980 connaissent une certaine revitalisation du mouvement syndical, laquelle se manifeste à l'occasion de mobilisations contre la dictature, par exemple lors de la grève de 41 jours qui mobilise environ 300 000 travailleurs à São Bernardo do Campo en 1980. Une première Conférence de la classe ouvrière (CONCLAT) se tient en 1981, dont l'un des objectifs est la création d'une centrale syndicale unitaire. Les conceptions trop différentes du syndicalisme conduisent cependant à la création, dans les années suivantes, de différentes organisations : la Central Única dos Trabalhadores (CUT, Centrale unique des travailleurs), née en 1983, la Central Geral dos Trabalhadores (CGT, Centrale générale des travailleurs) et la Central Geral dos Trabalhadores do Brasil (CGTB, Centrale générale des travailleurs du Brésil), toutes deux en 1986, et Força Sindical, en 1991.

On s'arrête ici sur deux organisations sectorielles appartenant à deux confédérations distinctes : le Syndicat des travailleurs de la métallurgie de la région industrielle de São Paulo dite ABC³ (SMABC), affilié à la Confederação Nacional dos Metalúrgicos (CNM, Confédération nationale des métallurgistes) de la CUT, et le Syndicat des travailleurs des télécommunications de l'État de São Paulo (SINTETEL), affilié à Força Sindical (FS). Au-delà de leurs différences, on peut constater dans ces deux secteurs la succession des deux moments déjà évoqués : une première phase où les relations internationales se développent de l'extérieur vers l'intérieur du pays, puis la suivante où ces relations se complètent par un investissement syndical de l'intérieur vers l'extérieur.

La décennie 80 : un soutien de l'extérieur

Les soutiens extérieurs se manifestent par de nombreuses lettres, des visites de dirigeants de pays étrangers, des aides financières internationales pour la promotion d'activités locales ou par l'invitation de dirigeants brésiliens à des événements hors du Brésil. Ces différentes formes de soutien aident au renforcement des structures syndicales brésiliennes, en particulier de la SMABC. Les grandes grèves qui éclatent dans la région du grand ABC à partir de la fin des années 1970 sont l'occasion pour plusieurs syndicats européens d'exprimer leur solidarité avec leurs homologues brésiliens par des déclarations de soutien et des prises de contacts avec les sièges des entreprises multinationales européennes présentes au Brésil.

Cette aide, plus soutenue encore après la chute du régime militaire en 1984, est propice à l'établissement d'un réseau de contacts et de projets syndicaux internationaux qui prennent forme au cours de la décennie suivante. Un volet important de ces relations se forme à travers les conseils d'établissement des sociétés allemandes (Volkswagen, Mercedes-Benz) très présentes au Brésil. Les engagements dans cette coopération sont l'occasion d'une action conjointe du SMABC et de la fédération de la métallurgie de la nouvelle CUT qui établit à cette époque ses premières lignes directrices pour l'action internationale. Dans le cas des télécommunications, l'échange avec les autres pays est moins intense, se produisant principalement par la participation du président du syndicat aux événements syndicaux internationaux. De même,

3. Du nom des trois villes qui la délimitent, Santo André (A), São Bernardo do Campo (B) et São Caetano do Sul (C).

rien n'indique que les pratiques internationales développées par la confédération syndicale brésilienne à laquelle SINTETEL est affilié pendant cette période ⁴, la CGT, aient une influence quelconque sur le syndicat.

La décennie 90 : un tournant crucial pour les deux secteurs

Si le secteur des télécommunications ne connaît pas beaucoup d'interactions avec l'extérieur au cours des années 1980, il en va très différemment au cours de la période suivante avec les transformations brutales qu'il subit. Le syndicat SINTETEL est jusque-là adhérent de l'organisation internationale des PTT qui viendra, plus tard, se fondre dans UNI-Global. Toutefois, sa participation se résume à peu près à celle du président du syndicat aux événements syndicaux internationaux.

La réorganisation du secteur brésilien des télécommunications suit une tendance internationale et a pour point de départ la privatisation ⁵, en 1998, du monopole d'État détenu par l'entreprise Telebrás ⁶. Cette décision va à rebours de la dynamique de constitution du secteur, lequel est marqué depuis 1965 par un processus d'entrée progressive de l'État dans l'organisation économique des télécommunications. À cette date, le gouvernement a créé Embratel – alors que la plupart des services téléphoniques sont encore assurés par une entreprise canadienne, la Companhia Telefônica Brasileira (CTB) et, de manière fragmentée, par plusieurs autres petites entreprises

privées. Deux ans plus tard, l'intervention de l'État dans le secteur s'intensifie avec la création du ministère des Télécommunications et, en 1972, de Telebrás, une *holding* étatique destinée à coiffer le système de télécommunications brésilien (Larangeira, 2003).

La Constitution brésilienne de 1988 établit le monopole d'État dans l'exploitation et la prestation des services de télécommunication. Mais en 1993, la privatisation de Telebrás est au programme du gouvernement d'Itamar Franco (Ferraz, 2005). Trois ans plus tard, le ministère des Télécommunications du gouvernement de Fernando Henrique Cardoso définit les normes techniques pour la concession de services de téléphonie cellulaire à l'initiative privée pour une période de 15 ans renouvelables (Carvalho Neto, 1998:111). La loi générale de juillet 1997 définit les paramètres d'un nouveau modèle pour le secteur qui conduit à sa privatisation en 1998 avec le passage des entreprises publiques sous contrôle du capital étranger (Telefónica d'Espagne, Telecom Italie, Portugal Telecom et Telmex du Mexique). Ce bouleversement conduit le SINTETEL à une brusque conversion, passant d'un syndicat constitué aux frontières d'un opérateur public à un syndicat présent ou tentant de l'être au sein de grandes entreprises multinationales d'origine étrangère.

Le secteur de la métallurgie connaît quant à lui un processus d'internationalisation plus progressif et déjà largement entamé au début des années 1990. L'industrie brésilienne accueille en effet les

4. Au début des années 1990, le syndicat s'affilie à Força Sindical.

5. La proposition de réorganisation du secteur est justifiée par le ministère des Télécommunications par la nécessité de s'adapter à la mondialisation économique, la nécessité de diversifier, de moderniser et d'étendre les réseaux et les services.

6. Avant sa privatisation, Telebrás est considérée comme l'une des plus grandes entreprises de télécommunications au monde, en termes d'actifs et de nombre de travailleurs. Après la vente de l'entreprise, la fragmentation l'emporte largement.

premiers constructeurs automobiles dès le début du XX^e siècle, Ford en 1919 et General Motors en 1925 (Negro, 1997). Mais la décennie 1990 voit la mise en place rapide de nouveaux modèles de gestion plus flexibles (Beynon, 1995). La restructuration productive des usines de montage d'ABC durant cette période se caractérise par un processus de normalisation des produits et des plateformes de production au niveau international (da Conceição, 2001). Ford, Volkswagen, Daimler Chrysler, Fiat, Renault, Toyota et Honda entreprennent alors de nombreuses restructurations au niveau mondial dans le but de décentraliser la production, de réduire les coûts, d'élargir les marchés, d'optimiser et de rendre la production plus flexible (Ruduit, 2006). Si dans les années 1980, l'insertion internationale de l'industrie automobile se caractérise par la hausse des exportations, dans les années 1990 cette industrie est exposée à la concurrence des produits importés (da Conceição, 2001).

Au début des années 1990, le gouvernement de Fernando Collor de Mello adopte plusieurs mesures pour ouvrir l'économie nationale aux marchés étrangers : élimination des barrières non tarifaires, réduction des tarifs d'importation et intensification du processus d'intégration des pays du cône sud à travers le Mercosur. Selon Ruduit (2006), les années 1990 sont marquées pour le Brésil par l'ajustement au marché mondial des véhicules et des pièces automobiles, ainsi

que par le recours à la « guerre fiscale » entre régions pour attirer les investissements étrangers.

Les premières craintes du SMABC, ainsi que de la fédération de la métallurgie de la CUT, portent sur les questions d'emploi et sur le risque de fermetures d'usines, notamment à São Bernardo do Campo. Les lieux de décision se trouvant hors du Brésil, les représentants du syndicat, en juin 1991, innovent en prenant l'initiative de se rendre aux États-Unis dans l'intention de négocier directement ⁷ avec le siège de Ford et avec le soutien du syndicat de l'automobile United Autoworkers (UAW). Cette « ouverture » à l'engagement international est contemporaine de celle de la CNM et de la CUT puisqu'à la même époque, ces deux entités s'affilient à leurs organisations internationales respectives : la CNM à la Fiom, la CUT à la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) et à l'Organisation régionale interaméricaine des travailleurs (Orit), organisation régionale de la CISL. L'affiliation de la CNM à la Fiom donne une impulsion à l'engagement international des dirigeants par le biais de projets de coopération et de programmes de formation internationaux développés par la CNM avec la fédération internationale et d'autres coopérateurs internationaux.

À cet égard, un autre facteur important de l'entrée progressive du SMABC dans l'arène internationale tient au lien ⁸ existant entre le syndicat, la CNM et la CUT

7. La négociation porte sur le communiqué de Ford par lequel l'entreprise déclare son intention de fermer une division de l'usine de São Bernardo. Lors de la réunion aux États-Unis, l'entreprise indique qu'elle donne la priorité aux emplois aux États-Unis, ce qui rend la production dans des pays comme le Canada et le Mexique plus intéressante qu'au Brésil. La tentative de négociation ne permet pas de revenir sur la décision de l'entreprise.

8. L'articulation entre ces organisations syndicales est visible par l'influence de la direction syndicale de l'ABC dans la composition des cadres syndicaux du CNM et de la CUT. Au cours des trois décennies étudiées, la CUT a eu d'anciens présidents métallurgistes (Jair Meneguelli, Vicente Paulo da Silva – Vincentinho, Luiz Marinho et Lula).

elle-même, une relation différente de la relative indépendance du SINTETEL par rapport aux organisations syndicales auxquelles il était affilié au Brésil. Par conséquent, le développement des pratiques internationales syndicales suit des trajectoires similaires mais selon des temporalités différentes et des contextes spécifiques aux deux secteurs économiques ainsi que des particularités de leurs trajectoires organisationnelles. Alors que l'internationalisation des organisations syndicales dans la métallurgie se fait progressivement, de manière organique à celle de la CNM et de la CUT, le processus se révèle abrupt dans le cas des télécommunications.

Les années 2000 : la consolidation de la présence internationale des syndicalistes brésiliens puis sa soudaine remise en cause

Si les années 1990 peuvent être considérées comme une période de transition, les années 2000 marquent une nouvelle étape dans l'investissement des syndicalistes brésiliens dans les arènes internationales du syndicalisme. Quoique de manière différente d'un secteur à l'autre, le syndicat des télécommunications SINTETEL et celui des métallurgistes de la région ABC voient tous deux quelques-uns de leurs membres accéder à des responsabilités significatives dans leurs organisations internationales respectives. Cette insertion s'opère au sein des organisations du continent américain, ainsi qu'au niveau mondial : dans la métallurgie, ils obtiennent le poste de coordinateur régional d'IndustriALL à Montevideo, de secrétaire général adjoint et, plus tard, de secrétaire général de la fédération internationale de la métallurgie à Genève. Dans le secteur des télécommunications, des dirigeants locaux du SINTETEL occupent les postes de vice-président

d'UNI-Americas et de directrice régionale pour le secteur postal au Panama.

Cette insertion ne se limite pas à quelques cas isolés mais traduit des engagements collectifs croissants, comme en témoigne la hausse continue des cotisations syndicales reversées aux structures internationales par les syndicats des deux secteurs. Pour la métallurgie, elle s'accompagne également d'une présence croissante dans les institutions propres aux entreprises multinationales du secteur comme les conseils mondiaux de Daimler Chrysler et de Volkswagen.

Ce processus d'ascension des militants brésiliens dans les structures syndicales internationales se poursuit au début des années 2010. Il est cependant remis en question à partir de 2016, avec le coup d'État qui entraîne le départ de la Présidente Dilma Rousseff et l'arrivée au pouvoir de Michel Temer puis de Jair Bolsonaro. Les mesures prises contre les syndicats, notamment le durcissement de leurs règles de financement avec la fin de la contribution obligatoire (Carelli, 2019), conduisent à un certain repli sur les problèmes domestiques. Au final, l'insertion des syndicats aura bénéficié également d'un contexte politique interne favorable et d'un certain rayonnement de la présidence Lula dans les milieux internationaux.

Les militants à l'international, des dispositions particulières

L'engagement de militants et de responsables syndicaux dans les activités internationales correspond, nous l'avons évoqué, à un mouvement d'ensemble affectant le syndicalisme dans son rapport aux enjeux dépassant le cadre national. S'ils sont les porteurs et les signes de cette sortie de l'arène nationale, on

peut se demander si les militants appelés à ces tâches présentent – ou non – des dispositions particulières ou acquièrent pour ce faire un ensemble de capitaux, de pratiques et d'expériences mais aussi de capitaux symboliques⁹. L'analyse de leurs conditions sociales d'accès à ces positions permet d'identifier les opportunités et les obstacles à cette conversion, parfois improbable, d'une trajectoire syndicale nationale à une trajectoire syndicale internationale.

Nous mobilisons pour ce faire une analyse socio-biographique d'un responsables syndical brésilien dans chacun des deux secteurs étudiés : un dirigeant métallurgiste dont la trajectoire mène au poste le plus élevé au sein de la fédération syndicale internationale IndustriALL et une syndicaliste des télécommunications qui a occupé une position importante dans les instances d'UNI-Americas. On essaie de montrer que les trajectoires internationales de ces deux responsables syndicaux sont fondées sur un *habitus* militant et un capital symbolique accumulé, articulé au développement de variables objectives, propres à la situation brésilienne.

**Valter Sanches,
jusqu'aux sommets**

Ancien secrétaire des relations internationales de la Confédération nationale des métallurgistes de la CUT (CNM/CUT), Valter Sanches est élu secrétaire général d'IndustriALL en 2016. C'est la

première fois qu'un représentant de l'hémisphère sud accède à cette position, la plus haute au sein de cette FSI. D'autres dirigeants ont eu des carrières similaires, comme Fernando Lopes, également ancien secrétaire aux relations internationales de la CNM/CUT, qui a occupé le poste de secrétaire général adjoint de la Fiom¹⁰ et João Felício, un ancien président de la CUT, élevé au poste de président de la CSI en 2014.

Le cas de Sanches est néanmoins exemplaire. La CUT valorise très tôt son implication internationale, et s'engage dès sa création dans la construction de plusieurs projets de coopération internationale ; la fédération de la métallurgie, en particulier, se montre présente et active dans les réseaux syndicaux au sein des entreprises multinationales. Dans les années de consolidation, elle accroît sa participation financière à la vie de la Confédération syndicale des Amériques (la nouvelle appellation de l'Orit)¹¹ ; elle reçoit, avant comme après l'élection de Lula à la présidence de la République, le soutien de nombreuses organisations européennes, et acquiert un très grand prestige qui, sans nul doute, favorise la forte résonance de la présence de ses militants dans des positions élevées au sein des institutions syndicales internationales.

Mais l'ascension de Valter Sanches doit également à un certain nombre

9. La notion d'*habitus*, mobilisée par Bourdieu, insiste sur les différents capitaux constitués dans l'expérience individuelle et qui permet aux individus d'évoluer dans différents types de réseaux d'interrelations (entre autres, Bourdieu (1979)).
10. La trajectoire de Fernando Lopes a été analysée dans une étude précédente (Rombaldi, Tomizaki, 2017).
11. Pour élargir son action internationale, elle crée en 2012 un Institut de coopération internationale. Cet institut est une structure originale parmi les syndicats de l'hémisphère sud. Elle se réfère à son propre espace pour l'élaboration et le développement d'actions dirigées au-delà des frontières nationales, ce qui traduit une volonté de transformation de la coopération syndicale internationale traditionnellement guidée par les organisations de l'hémisphère nord.

d'attributs plus personnels délimitant un espace de capitaux propres à faciliter son insertion dans les arènes internationales. Sanches provient de classes sociales intermédiaires. Il est diplômé (en géographie) de la prestigieuse université de São Paulo et il maîtrise l'anglais et l'espagnol. Cette deuxième caractéristique est naturellement décisive pour une trajectoire dans les instances du syndicalisme international.

Il travaille chez Mercedes-Benz à São Bernardo do Campo où il occupe un poste technique dans le domaine de la planification de la production de l'entreprise lorsque le processus de restructuration mis en œuvre dans les années 1990 ouvre une nouvelle phase dans les relations entre les travailleurs brésiliens et leurs collègues des autres entités du groupe en Allemagne. Au cours de la décennie, ces travailleurs entament un processus d'échange d'expériences et de débats sur les orientations de l'entreprise. La direction de Daimler propose alors de financer l'apprentissage de l'allemand de l'un des syndicalistes brésiliens : comme Sanches maîtrise déjà deux langues en plus du portugais, il est désigné par la commission de l'usine.

C'est ainsi qu'après avoir coordonné la commission d'usine et le comité syndical de l'entreprise Mercedes Brésil, il accède d'abord au comité d'entreprise mondial de Daimler puis à son conseil de surveillance mondial¹², autant d'occasions pour lui d'acquérir des connaissances nouvelles sur le fonctionnement et l'administration des entreprises multinationales

ainsi que sur les stratégies syndicales à cette échelle. Un peu plus tard, alors qu'il est secrétaire aux relations internationales de la CNM/CUT, les responsables de la fédération allemande IG Metall lui suggèrent d'être candidat au poste de Secrétaire général d'IndustriALL, auquel il sera élu à l'unanimité en décembre 2016 après avoir reçu le soutien des principales forces syndicales, notamment européennes, de la fédération internationale. Comme souvent, le « parrainage » d'IG Metall s'est avéré particulièrement efficace.

Cette trajectoire montre bien la combinaison de l'expérience individuelle d'un militant doté d'attributs en adéquation avec une tâche déterminée et d'une dynamique collective qui crée un espace de légitimité propre à faciliter son ascension. Sanches apparaît comme le vecteur d'un *habitus* militant qui, en prise avec le « domaine international » (l'entreprise multinationale mais aussi l'organisation syndicale internationale), acquiert les connaissances et les codes nécessaires à l'accès aux plus hautes responsabilités. Le soutien dont il bénéficie, par exemple de la part des syndicats européens, doit à ses capacités propres mais aussi à un contexte politique favorable aux syndicalistes brésiliens.

Enfin, une autre variable structurelle significative entre en ligne de compte dans l'ascension de Sanches au plus haut poste de la hiérarchie d'IndustriALL : elle se produit après que l'ancien Président Lula a acquis une expérience de gouvernement démocratique-populaire,

12. Le comité d'entreprise mondial de Daimler est créé en 1998 et un accord sanctionne sa mise en place officielle en 2000. Le conseil de surveillance mondial relève de la loi de codetermination de 1976, qui prévoit la constitution d'un conseil de surveillance conjoint entre les représentants des propriétaires ou actionnaires et les représentants des travailleurs dans toutes les entreprises employant plus de 2000 salariés sur le sol allemand.

avec des taux d'approbation élevés¹³ et une reconnaissance internationale. En ce sens, l'espace occupé par les Brésiliens dans le mouvement syndical international est le résultat de la convergence entre plusieurs facteurs : la formation de cadres qualifiés pour des postes à l'international, les investissements fructueux de la CNM/CUT dans la formation de réseaux de solidarité syndicale et la projection des syndicalistes brésiliens à l'étranger.

**Cenise Monteiro,
une ascension éphémère**

Contrairement à celle de Sanches dans le secteur de la métallurgie, l'ascension de Cenise Monteiro dans les structures internationales ne correspond pas à un mouvement général dans son syndicat puisqu'elle reste, à ce jour, la seule du SINTETEL à atteindre ce niveau d'engagement. Née à Limeira, elle rejoint l'entreprise publique Telecomunicações de São Paulo (TELESP) en 1977, puis s'installe à Piracicaba et à Campinas dans l'État de São Paulo, en raison de la restructuration de l'entreprise. Avant de rejoindre SINTETEL, Cenise Monteiro n'adhère à aucune organisation politique, mais elle se syndique dès qu'elle commence à travailler dans l'entreprise. Sans diplôme d'enseignement supérieur, elle suit plusieurs cours techniques promus par l'entreprise.

Le syndicalisme, fortement contraint sous la dictature militaire, offre à ses adhérents un certain nombre de services comme l'accès à des colonies de vacances ou aux soins dentaires. C'est d'abord ces services qui attirent Cenise Monteiro au

SINTETEL. Elle indique volontiers qu'à cette époque, elle « ne comprend pas bien ce qu'est le mouvement syndical¹⁴ ». Mais rapidement, elle s'engage dans l'activité du syndicat, jusqu'à se faire élire déléguée de base en 1984. Le processus de démocratisation du pays est alors en marche et les mouvements sociaux se développent. En 1990, Cenise Monteiro devient dirigeante du syndicat à Piracicaba. Deux ans plus tard, elle participe à un séminaire proposé par l'organisation internationale de la communication en Europe, qui traite des processus de privatisation en cours : c'est son premier contact avec une organisation syndicale internationale.

En 1999, elle est autorisée par son entreprise à exercer des activités syndicales à São Paulo. Après les élections syndicales de 2001, elle prend la tête du Secrétariat aux femmes du SINTETEL et commence à participer à des activités de l'UNI ou du Solidarity Center de l'American Federation of Labour – Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO, Fédération américaine du travail) sur les politiques de genre. En 2004, elle est nommée au poste de présidente du Comité des femmes d'UNI-Amériques et devient dès lors plus présente encore dans les structures internationales.

Les activités qu'elle développe au Brésil ainsi que sa position au sein du Comité des femmes du syndicat SINTETEL sont des supports indispensables à son engagement international qui, en retour, conforte sa position « à l'intérieur » : le réseau de contacts personnels et les connaissances acquises à l'international constituent autant d'atouts pour la

13. Le taux d'approbation à la fin de son deuxième mandat de gouvernement s'élève à 87 % : R. Bonin, « Popularidade de Lula bate recorde e chega a 87%, diz Ibope », *Politica*, 16 de dezembro de 2010, <http://glo.bo/2K2XWs4>. En 2009, *Le Monde* le désigne comme « personnalité de l'année » ; en 2010, *Time* le considère comme l'homme le plus influent dans le monde.

14. Entretien de l'auteur avec Cenise Monteiro en 2010.

poursuite de la « carrière syndicale » de Cenise Monteiro.

En 2006, le comité exécutif de l'UNI décide d'embaucher une personne pour travailler au siège de l'organisation internationale au Panama. L'UNI reçoit plus de 300 candidatures pour le poste, et c'est elle qui est sélectionnée. Elle devient donc directrice régionale de l'UNI pour les « secteurs des télécommunications, de la poste et de la logistique », dans le bureau basé au Panama.

Un peu surprise que sa candidature ait été retenue, elle cherche à accroître certaines compétences pour tenir son rôle : en particulier, elle apprend un peu d'espagnol, langue qu'elle a commencé à étudier en 1978 à l'université de Piracicaba, mais qu'elle a dû abandonner par manque de ressources financières. Elle a déjà entrepris l'apprentissage de l'anglais lorsqu'elle assurait la présidence du Comité des femmes d'UNI-Amériques en 2004. Ainsi, obligations liées à son mandat syndical et reprise d'objectifs personnels abandonnés se conjuguent pour conforter un capital culturel qu'elle réinvestit alors dans ses activités quotidiennes.

En 2011, Cenise Monteiro referme son cycle panaméen et retourne au Brésil. Elle intègre la Federação Nacional dos Trabalhadores em Telecomunicações (FENATTEL, Fédération des travailleurs et des employés des télécommunications) affiliée à Força Sindical, et tente d'y développer un projet de « professionnalisation » des relations internationales. Ni Força Sindical ni la FENATTEL ne mènent de politique internationale systématique ; elles ont des contacts internationaux bilatéraux limités et ne font que répondre à des sollicitations de fédérations syndicales internationales. C'est donc un atout dont Cenise Monteiro

n'a pas disposé dans l'exercice de ses précédentes responsabilités internationales. Contrairement aux responsables de la métallurgie, soutenus à la fois par le SMABC et par la CNM et la CUT, rompues aux relations internationales, les structures syndicales des télécommunications brésiliennes n'apportent que peu de soutien à Cenise Monteiro, dotée de capital social acquis en grande partie individuellement mais dépourvue du capital culturel qui lui permettrait de se maintenir dans les structures syndicales internationales.

Conclusion

Les quarante dernières années ont vu très fortement augmenter la mobilité du capital à l'échelle internationale, obligeant les organisations de travailleurs à faire, elles aussi, un pas hors de leurs frontières « naturelles ». On a vu, s'agissant de la situation singulière du Brésil, que cette plus grande implication pouvait être favorisée ou au contraire freinée par des circonstances autres qu'économiques : le temps de la présidence Lula constitue par exemple pour les syndicalistes brésiliens un considérable facilitateur d'insertion dans les structures internationales du syndicalisme. L'insertion internationale des syndicats, qui sont plus ou moins impliqués dans des stratégies d'internationalisation, mobilise néanmoins d'autres ressources de leur part, ou de celle d'individus en leur sein dotés d'attributs spécifiques facilitant leur insertion dans des espaces autres que celui de leur pays d'origine.

S'agissant de l'action au sein des entreprises multinationales, les syndicalistes issus de pays comme le Brésil connaissent des difficultés car ils sont structurellement éloignés des centres

de décision des maisons-mères. Cette situation est amplifiée par l'absence de capital symbolique – comme le manque de maîtrise d'une langue étrangère –, ainsi que par la méconnaissance des mécanismes de négociation et de pression internationale qui font partie d'une « mémoire » accumulée par les FSI à travers les expériences de succès et d'échecs dans la mise en place des accords-cadres internationaux.

Notre analyse, construite à partir d'un examen de deux trajectoires militantes, ne peut aborder qu'une partie de ces articulations complexes. Elle montre cependant que, d'un secteur à l'autre, les « fenêtres d'opportunités » qui se présentent aux militants pour évoluer au sein des structures syndicales internationales restent plus limitées que, par exemple, pour les ressortissants européens mais qu'elles existent, à l'articulation de déterminations économiques, politiques et personnelles. La réussite de tels engagements suppose en effet l'acquisition d'un certain nombre de capitaux pratiques essentiels comme la connaissance des langues étrangères, mais au-delà, de capitaux culturels, soit acquis dans la période de formation initiale, soit accumulés au cours des mandats. La « montée » dans les structures syndicales internationales de responsables venus du « Sud » n'est nullement donnée. Elle suppose que les syndicalistes soient en capacité de surmonter les barrières organisationnelles, qu'ils remplissent les conditions d'accès aux postes et qu'ils construisent souvent par eux-mêmes la formation nécessaire dans des espaces dont ils ne sont guère familiers.

Si le contexte politique des années Lula a constitué une ressource importante du capital symbolique acquis par les responsables syndicaux brésiliens

à l'international, il en va autrement après 2016 et le coup d'État institutionnel qui provoque la destitution de la Présidente Dilma Rousseff. La réforme du travail adoptée en 2017 ainsi qu'une série de décrets mis en place par les gouvernements Temer et Bolsonaro restreignent les capacités de réaction des syndicats, ce à quoi il faut ajouter les contraintes qui pèsent désormais sur leur financement.

Sources :

Beynon H. (1995), *Trabalhando para Ford: Trabalhadores e sindicalistas na indústria automobilística*, São Paulo, Paz e Terra.

Bourdieu P. (1979), *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit.

Brookes M., McCallum J.K. (2017), « The new global labour studies: A critical review », *Global Labour Journal*, vol. 8, n° 3, p. 201-217, <https://doi.org/10.15173/glj.v8i3.3000>.

Burawoy M. (2010), « From Polanyi to Pollyanna: The false optimism of global labor studies », *Global Labour Journal*, vol. 1, n° 2, p. 301-313, <https://doi.org/10.15173/glj.v1i2.1079>.

Carelli R. (2019), « Brésil : la réforme du droit du travail de 2017 », *Chronique internationale de l'IREs*, n° 166, juillet, p. 29-37, <http://bit.ly/2m21lqV>.

Carvalho Neto A.M. (1998), « La desreglamentación de las telecomunicaciones en Brasil », in Walter J.A., González C.S. (eds.), *La privatización de las telecomunicaciones en América Latina: Empresas y sindicatos ante los desafíos de la reestructuración*, Buenos Aires, Editorial Universitaria de Buenos Aires.

da Conceição J. J. (2001), *As fábricas do ABC no olho do furacão: A indústria de autopeças e a reestruturação da cadeia de produção automotiva nos anos 90*, Dissertação (Mestrado), Centro Universitário Municipal de São Caetano do Sul.

Evans P. (2010), « Is it labor's turn to globalize? Twenty-first century opportunities and strategic responses », *Global Labour Journal*, vol. 1, n° 3, <https://doi.org/10.15173/glj.v1i3.1082>.

Ferraz A. S. (2005), *Privatização e Processo decisório*, Tese de Doutorado em Ciência política,

Universidade de São Paulo, <https://doi.org/10.11606/T.8.2019.tde-17052019-112931>.

Harvey D. (2010), *The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism*, Oxford, Oxford University Press.

Hennebert M.-A. (2017), « Os acordos-marco internacionais e as alianças sindicais internacionais: Instrumentos de uma necessária transnacionalização da militância sindical », *Sociologias*, vol. 19, n° 45, p. 114-140, <https://doi.org/10.1590/15174522-019004505>.

Larangeira S.M.G. (2003), « A reestruturação das telecomunicações e os sindicatos », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 18, n° 52, p. 81-107, <https://doi.org/10.1590/S0102-69092003000200005>.

Munck R.P. (2010), « Globalization and the labour movement: Challenges and responses », *Global Labour Journal*, vol. 1, n° 2, p. 218-232, <https://doi.org/10.15173/glj.v1i2.1073>.

Negro A. L. (1997), « Servos do Tempo », in Arbix G., Zilbovicius M. (eds.), *De JK a FHC a reinvenção dos carros*, Campinas, Scritta, p. 89-132.

OIT (2020), *Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail*, 6^e éd., 23 septembre, <https://bit.ly/38vVRhS>.

Pernot J.-M. (2018), « Syndicats et entreprises multinationales, passé, présent, futur », *Mouvements*, vol. 95, n° 3, p. 73-81, <https://doi.org/10.3917/mouv.095.0073>.

Pulignano V. (2017), « Articulation within (and across) transnational workplaces and the role of European Works Councils », *European Journal of Industrial Relations*,

vol. 23, n° 3, p. 261-276, <https://doi.org/10.1177/09599680116685955>.

Rombaldi M. (2012), *Internacionalização do sindicalismo no Brasil: Um estudo sobre os setores metalúrgico e de telecomunicações*, Tese de Doutorado em Sociologia, Universidade de São Paulo, <https://doi.org/10.11606/T.8.2012.tde-27092012-120945>.

Rombaldi M. (2016), « Diferentes ritmos da internacionalização sindical brasileira: Uma análise dos setores metalúrgico e de telecomunicações », *Caderno CRH*, vol. 29, n° 78, p. 535-552, <https://doi.org/10.1590/s0103-49792016000300008>.

Rombaldi M., Tomizaki K. (2017), « Ultrapassando fronteiras: Trajetórias de ascensão de militantes brasileiros no sindicalismo transnacional », *Sociologias*, vol. 19, n° 45, p. 24-50, <https://doi.org/10.1590/15174522-019004502>.

Ruduit S.G. (2006), *Global e local: O novo pólo automobilístico de Gravataí e suas implicações sociais e políticas*, Tese de doutorado em sociologia, Universidade Federal do Rio Grande do Sul, <https://lume.ufrgs.br/handle/10183/7446>.

Silver B. J. (2003), *Forces of Labor: Workers' Movements and Globalization Since 1870*, New York, Cambridge University Press, <https://doi.org/10.1017/CBO9780511615702>.

Waterman P. (1998), *Globalization, social movements and the new internationalisms*, London, Mansell.

Webster E., Lambert R., Bezuidenhout A. (2008), *Grounding Globalization: Labour in the Age of Insecurity*, Malden, Blackwell.